

Syndicat de la Fédération des Industries du Livre du Papier et de la Communication de Vitrolles

Maison des Syndicats, 13127 Vitrolles Tél / 04.42.79 37 98\_\_\_\_\_\_

## Effectivement, l'inacceptable se produit depuis 18 mois et cela se passe à Vitrolles...

## Chers camarades,

Après notre visite à Roto-Garonne du jeudi 28 Septembre, l'imprimerie de labeur du groupe Riccobono, qui imprimait la totalité de nos titres de presse depuis 2 jours, nous avons décidé de poursuivre notre sensibilisation auprès de camarades en visitant les centres de CIRA, CIMP du groupe Amaury et Midi-Print le vendredi 29 septembre. Le but de ces visites était clairement de solliciter la solidarité de manière effective sur la situation inacceptable qui se produit à Vitrolles. De nombreuses déclarations de soutien ont été écrites et n'ont jamais été suivies de faits concrets, nous avons donc décidé, devant l'urgence de la situation et la proximité de la date du 5 octobre, de venir aux explications et tenter de perturber les productions afin de remettre Riccobono à la table des négociations et de faire réagir l'ensemble de la profession y compris les éditeurs.

Nous sommes donc venus en petit comité à Midi-Print (environ 25 salariés) avec nos chasubles et sans intention malsaine envers nos camarades. Malheureusement la désinformation perpétuelle que nous subissons de la part de certains secrétaires syndicaux, dont Gérard Letreguilly qui se contente uniquement de relayer les propos de Riccobono sans vérifier la véracité de ceux-ci, a engendré l'organisation par certains représentants de Midi-Print d'un vrai traquenard. En effet, notre action à Roto-Garonne qui s'est très bien déroulée avec les salariés et le directeur de l'usine (photos à l'appui) et justifiée au vu de l'impression de titres de presse par une entreprise de labeur, qui plus est, d'une imprimerie en mouvement de grève, s'est vue entachée par une propagande néfaste et calomnieuse qui l'a transformée en action violente et haineuse. Désinformés et ne dialoguant plus avec nous, tous les salariés de Midi-Print ont été mobilisés afin de « protéger » l'outil de travail, certains étaient armés de barres de fer, tasers et matraques. En plus de cela, une vingtaine de vigiles étaient présents dans l'enceinte de l'imprimerie avec des chiens d'attaque!!!

Notre but n'a jamais été de nous en prendre à l'outil de travail et nous ne comprenons pas un tel accueil par des camarades. Nous n'avons bien évidement pas été violent et le seul incident qui s'est produit n'a été qu'une réponse proportionnée à un acte de violence de la part de plusieurs salariés qui ont plaqué violemment contre le grillage un de nos militants qui venait d'entrer dans le parking, un des nôtres a riposté afin de défendre son camarade.

Ce que nous ne comprenons pas dans la déclaration des salariés de Midi-Print, c'est que visiblement ils « pensaient que (nôtre) seul but était de perturber les productions... » Alors pourquoi un tel arsenal ? Pourquoi des vigiles avec des chiens ? Pourquoi des armes de poings ? Pourquoi un huissier était présent pour faire des constatations? Pourquoi huit camions de gendarmes sont arrivés en cinq minutes sur les lieux ?

Visiblement ils se sentent considérés par nous comme des « jaunes ». Pas du tout, nous venions à leur rencontre pour la solidarité qu'ils nous avaient témoignée dans leur déclaration de soutien du 12 Septembre 2017 ou le comportement de Riccobono avait été fustigé ainsi que la menace sur les emplois: « nous resterons attentifs à ce dossier qui ne saurait se traduire par une casse sociale »... Or depuis aucun plan n'a été proposé et nous nous dirigeons vers la liquidation judiciaire dans quelques jours, nous attendions donc des actes concrets de la part de nos camarades qui nous avaient avancés leur solidarité...visiblement celle-ci n'était que de façade et nous le déplorons.

Nous voulons revenir sur la déclaration des représentants du groupe Amaury dont le titre « l'appel à la raison CGT» nous semble parfaitement approprié, beaucoup moins son contenu. On nous reproche d'imposer une « solidarité

décrétée », mais nous sommes demandeurs d'une solidarité spontanée, celle qui s'impose quand des dizaines de familles sont menacées par la précarité, celle qui se pratique de manière naturelle dans notre CGT... mais qui n'est jamais venue pour d'obscures raisons. Les camarades reviennent sur le fait qu'ils étaient menacés de fermeture il n'y a pas si longtemps et que cela n'a pas ému grand monde, pourtant nous n'avons jamais reçu d'appel à la solidarité ou autre à l'époque.

David Chanudet, représentant des centres Amaury, négociait de son côté et nous n'avons jamais été sollicité pour quoi que ce soit contrairement à nous qui appelons à la solidarité de la profession depuis 18 mois. De plus nous rappelons que la situation difficile des centres Amaury de Province avait une vraie réalité économique (2 titres imprimés et des volumes en baisse significative) et que malgré cela nous nous sommes toujours prononcés lors des travaux du GTI pour la sauvegarde des centres Amaury et plus particulièrement celui de Toulouse qui avait fait l'objet de travaux sur le développement de l'impression dans le sud-ouest. Quant à « la juste répartition des différentes charges de travail de la PQN », nous rappelons que c'est le groupe Amaury qui n'a jamais souhaité imprimer d'autres titres que les siens.

Notre cas est sensiblement différent, car la réalité des difficultés économiques de notre entreprise est inexistante : nous imprimons une quinzaine de titres quotidiennement et plusieurs plans pour sauver l'entreprise ont été proposés par l'administrateur judiciaire en lien avec l'expert du tribunal et les représentants du personnel. Tous ont été refusés par Riccobono qui ne poursuit qu'un seul but : liquider l'entreprise et l'ensemble des militants du syndicat de Vitrolles, tout ceci sans un plan de financement ou mesures d'accompagnements qui encadrent normalement les plans de restructuration de la profession, plans dont ont pu bénéficier les salariés du groupe Amaury.

Nous comprenons que les représentants du groupe Amaury ne souhaitent pas nous apporter leur solidarité et ne souhaitent pas être « associés » à nos tentatives pour sauver l'emploi des ouvriers du livre de Vitrolles. A la CGT « l'extension » de la solidarité de tous a toujours été notre force face aux attaques du patronat, elle est pourtant vue aujourd'hui par nos camarades comme « une folie mortifère ». Nous ne comprenons pas ce mépris à notre égard et aux valeurs qui nous définissent. De plus cela ne reflète pas les échanges tenus avec la base lors de nos rencontres avec les camarades dans les centres Amaury. Ceux-ci ont fustigés la compromission depuis trop longtemps de leurs représentants dans les négociations avec les directions et de l'absence de solidarité concrète face à des situations comme la nôtre.

C'est la raison pour laquelle nous faisons à notre tour un **appel à la raison CGT** afin de nous retrouver sur les valeurs qui ont toujours été les nôtres : **la solidarité et la lutte !** valeurs que nous avons du mal à retrouver ces derniers temps chez certains camarades.

Nous nous battrons jusqu'au bout et la date du 5 octobre ne sera pas une fin en soi, nous continuerons nos actions le temps qu'il faudra et nous utiliserons tous les moyens possibles pour empêcher ou retarder ce drame social sans précédent qui menace nos familles.

Vitrolles le 2 octobre 2017

La section syndical M.O.P